



PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR

Direction de la Réglementation
et des Libertés Publiques

Bureau de l'Urbanisme et de
l'Environnement

Affaire suivie par :
Mme PICOT
Tél. : 02 37 27 70 94
catherine.picot@eure-et-loir.pref.gouv.fr



ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
RELATIF AU STOCKAGE DE POLYSTYRENE EXPANSE DANS DES SILOS AMOVIBLES
SUR LE SITE DE LA SOCIETE **ISOBOX TECHNOLOGIES**
IMPLANTEE ZI NORD - 5 RUE NOTRE DAME DE LA RONDE
SUR LE TERRITOIRE DE LA
COMMUNE DE **DREUX**

Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L.511-1 du titre Ier de son livre V ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et notamment ses articles 18 et 20 ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n°545 du 16 avril 1999 autorisant le fonctionnement des installations exploitées
par la société SERAIC implantée ZI Nord, 5 chemin Notre Dame de la ronde - 28100 DREUX ;

Vu le courrier du 19 septembre 2000 de la société ISOBOX TECHNOLOGIES relatif au changement
d'exploitant suite à l'absorption de la société SERAIC par la société ISOBOX TECHNOLOGIES à
compter du 1^{er} janvier 2001 et relatif aux modifications du classement des installations induites par
des évolutions des activités du site d'une part et de la nomenclature des installations classées d'autre
part ;

Vu la demande présentée par l'exploitant par courrier du 2 février 2006 relative à l'implantation
temporaire pour une durée de 7 mois de silos de stockage amovibles de polystyrène expansé pour un
volume total de 2 600 m³ ;

Vu le courrier du 8 mars 2006 de la société ISOBOX TECHNOLOGIES faisant part des modifications
apportées à ses installations ;

Vu le rapport du service d'inspection des installations classées du 13 mars 2006 ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 24 mars 2006 ;

Considérant que la nomenclature des installations classées a été modifiée par décret du 28 décembre
1999 modifiant les rubriques 2661 et 2662 et créant la rubrique 2663 et qu'il y a lieu de modifier le
classement et les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 16 avril 1999 en conséquence ;

20/04/06

APC

GS

copie EISS

00410
2006
04
20
apc

Division EISS			
Noms	Dest	Cie	Clt
JPR			
PB			
D le M			
NB			
Ce M			
A de M			
DM			
GOT			
CM			
CR			
CP			
JFM			
GUD			
SL			

Considérant que l'exploitant a fait part au préfet de modifications apportées à ses installations qui ne nécessitent pas de prescriptions complémentaires mais qui demandent une actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 16 avril 1999 susvisé ;

Considérant que la demande présentée par la société ISOBOX TECHNOLOGIES, conformément à l'article 20 du décret du 21 septembre 1977, relative à l'implantation de deux silos de stockage amovibles de polystyrène expansé est sollicitée pour une durée temporaire, qu'elle ne présente pas de dangers ou inconvénients supplémentaires par rapport à ceux décrits dans le dossier de demande d'autorisation initiale mais que des prescriptions complémentaires doivent être imposées ;

Considérant que la demande présentée nécessitent un arrêté préfectoral complémentaire pris dans les formes prévues à l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 modifié ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE

ARTICLE 1 -

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°545 du 16 avril 1999 susvisé sont modifiées et complétées comme suit :

Le paragraphe Liste des installations classées de l'établissement de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 1999 est modifié comme suit : «

Liste des installations classées de l'établissement

Rubrique de la nomenclature	Désignation des activités	Classement
2663 - 1a Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc. le volume susceptible d'être stocké étant : a) supérieur à 2 000 m ³	Stockage de produits finis ou semi-finis : -Stockage en silos de billes de polystyrène expansé : 1 100 m ³ -Stockage de produits finis : 18 000 m ³	Autorisation
2661 - 1a Transformation des polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 1. Par des procédés exigeants des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) supérieure à 10 t/jour	Expansion de polystyrène (prémoussage) : 12 t/j Transformation de polystyrène expansé par thermomoulage : 12 t/j	Autorisation

<p>2661 - 2b Transformation des polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>b) supérieure ou égale à 2 t/j mais inférieure à 20 t/j</p>	<p>Régénération de déchets de polystyrène expansé par broyage, compactage :</p> <p>1,2t/j</p>	<p>Déclaration</p>
<p>2662 - b Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1000 m³</p>	<p>Stockage de matière première (polystyrène expansible) :</p> <p>180 m³</p>	<p>Déclaration</p>
<p>2910 A.2 Combustion</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>2. supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW.</p>	<p>Une chaudière fonctionnant au gaz naturel :</p> <p>Puissance : 5,4 MW</p>	<p>Déclaration</p>
<p>2920 2.b. Installations de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions effective supérieures à 105 Pa, la puissance absorbée étant :</p> <p>2. Dans tous les autres cas :</p> <p>b) supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW.</p>	<p>Installation de compression d'air de puissance absorbée totale égale à 175 kW (2 compresseurs de 50 kW et 125 kW)</p>	<p>Déclaration</p>

»

Il est ajouté un article 1.2 bis à l'arrêté préfectoral du 16 avril 1999 rédigé comme suit :

«Le stockage d'un volume supplémentaire de 200 m³ de polystyrène expansible est autorisé dans le bâtiment H (rubrique 2662 de la nomenclature).

Le bâtiment H doit être équipé d'un explosimètre relié à un avertisseur visuel et sonore, audible de tout point de l'entreprise. Deux seuils d'alarme seront prédéfinis :

- l'un à 20 % de la limite inférieure d'explosivité (L.I.E) ;
- l'autre à 50 % de la L.I.E.

Un contrôle du calibrage de l'explosimètre et du bon fonctionnement de ce dispositif est effectué au plus tard 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le stockage d'un volume supplémentaire de 2 600 m³ de billes de polystyrène expansé est autorisé dans deux silos amovibles (rubrique 2663 de la nomenclature).

Les installations amovibles sont aménagées comme suit :

-Les silos sont implantés à l'extérieur des bâtiments, au sein d'une zone protégée interdisant le stationnement de véhicules autres que ceux utilisés dans le cadre de la vidange des silos.

-Un système de protection est mis en place (barrière métallique ou tout autre dispositif d'efficacité équivalente) afin qu'aucun heurt des silos ne soit possible.
Tout autre stockage au sein de cette zone est interdit.

-Les orifices de canalisations de dépotage sont maintenus fermés en dehors des phases de vidange.

-Une procédure de dépotage est élaborée et affichée à proximité des silos.

-Chaque silo est muni d'un dispositif de mise à la terre, relié au réseau général de terre.

-Les canalisations de transport de granulés depuis les ateliers sont dans la mesure du possible aérienne et clairement identifiées.

La date d'arrêt des installations est notifiée au préfet au moins trois mois avant celle-ci.

Les installations sont démontées à l'issue de la période d'utilisation. »

Le tableau figurant au paragraphe Caractéristiques des installations de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral n°545 du 16 avril 1999 est modifié comme suit :

«

Installations	Hauteur de la cheminée en m	Nature et caractéristiques des rejets
Chaufferie fonctionnant au gaz naturel Puissance : 5,4 MW	8	Respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2910
Tour de refroidissement		Vapeur d'eau : 1 kg/s
Prémoussage (polystyrène expansible).. Silos de polystyrène expansé (billes)..... Stockage de polystyrène expansé (moulé)	COV : 24 kg/t COV : 13 kg/t COV : 15 kg/t au maximum

L'article 8 de l'arrêté préfectoral n°545 du 16 avril 1999 est complété comme suit :

«

PRESRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE TRANSFORMATION DE POLYMERES (RUBRIQUE 2661.1 DE LA NOMENCLATURE – AUTORISATION et RUBRIQUE 2661.2 DE LA NOMENCLATURE - DECLARATION) :

Les installations de transformation de polymères sont conformes aux prescriptions applicables aux installations existantes figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 (JO du 11 février 2000) relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2661 : transformation de polymères, en tant qu'elles ne sont pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE POLYMERES (RUBRIQUE 2662 DE LA DECLARATION) :

Les installations de stockage de polymères (stockage de matières premières) sont conformes aux prescriptions applicables aux installations existantes figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 (JO du 11 février 2000) relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2662 : stockage de polymères, en tant qu'elles ne sont pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS STOCKAGE DE PNEUMATIQUES ET DE PRODUITS DONT 50% AU MOINS DE LA MASSE TOTALE UNITAIRE EST COMPOSEE DE POLYMERES (RUBRIQUE 2663 DE LA NOMENCLATURE - AUTORISATION) :

Les installations de stockage de produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (stockage de produits finis et produits semi-finis) sont conformes aux prescriptions applicables aux installations existantes figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 (JO du 11 février 2000) relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2663 : stockage de pneumatiques et de produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères, en tant qu'elles ne sont pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

»

ARTICLE 2

La société ISOBX TECHNOLOGIES peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Elle peut également contester la décision par un recours gracieux ou un recours hiérarchique ; ce recours ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du Tribunal Administratif.

Les tiers, personnes physiques ou morales, la commune intéressée, peuvent contester le présent arrêté en raison des inconvénients ou des dangers que le site présente, en saisissant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

ARTICLE 3

Le présent arrêté est notifié à la société ISOBX TECHNOLOGIES par voie administrative. Ampliations en sont adressées à Monsieur le Maire de la commune de DREUX et à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement – Centre.

Un extrait du présent arrêté est, aux frais de la société ISOBX TECHNOLOGIES, inséré par les soins du Préfet d'Eure-et-Loir, dans deux journaux d'annonces légales du département et affiché en Mairie de DREUX pendant une durée d'un mois à la diligence de Monsieur le Maire de DREUX qui devra justifier de l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait est affiché en outre par la société ISOBX TECHNOLOGIES dans son établissement.

ARTICLE 4

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Sous-Préfet de DREUX, Monsieur le Maire DREUX, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement – Centre et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Chartres, le 20 AVR. 2006

LE PREFET,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

POUR COPIE CONFORME

Michel VILBOIS